

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 23 JUIN 1927

Projet de Loi prorogeant les lois temporaires des 25 octobre 1919 et 20 juillet 1926 relatives à l'organisation judiciaire.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

Le Projet de Loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations offre un caractère d'urgence. Il ne semble pas d'ailleurs que son adoption soit de nature à soulever quelque objection.

Le Sénat est actuellement saisi de deux importants projets ayant trait à l'organisation judiciaire. Le premier, en date du 24 novembre 1925 (document n° 8 de la session 1925-1926), porte réduction du personnel des Cours et des tribunaux. Il a été examiné par la Commission de la Justice, dont les observations se trouvent consignées dans le rapport de M. Pirard, du 14 décembre 1926 (document n° 13 de la session actuelle). Le second projet, en date du 29 juillet 1926 (document n° 238 de la session actuelle) apporte une série de modifications aux lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure.

Il semble difficile que les Chambres puissent au cours de la présente session adopter ces deux projets, surtout le second qui est très étendu et de caractère technique. Or, il ne faut pas oublier que les deux projets sont liés. Ils font partie d'une seule et même réforme, ayant en vue de permettre une réduction du personnel judiciaire en assurant une meilleure répartition de l'activité des magistrats.

J'ajoute que cette réforme d'ensemble n'est pas seulement envisagée dans les deux projets de loi que je viens de rappeler. Elle se trouve déjà, dans une certaine mesure, réalisée à titre d'expérience par les lois temporaires qui nous régissent actuellement. D'une part, en effet, la loi de surséance aux nominations judiciaires constitue une sorte d'application anticipée du projet de loi de réduction du personnel judiciaire. D'autre part, la loi temporaire d'organisation judiciaire du 25 octobre 1919, prorogée en dernier lieu par la loi du 29 juillet 1926, établit déjà, en principe, deux des innovations essentielles (juge unique et siège à trois juges en appel) prévues dans le projet de loi du 29 juillet 1926.

Il est indispensable que l'expérience ainsi commencée puisse continuer jusqu'à votre décision définitive sur les deux projets de loi dont vous êtes saisis.

Or, vous ne l'ignorez pas, la loi de surséance et la loi temporaire d'organisation judiciaire viendront à expiration, la première le 1^{er} août 1927, la seconde le 15 septembre 1927. Nous ne pouvons songer à laisser tomber ces lois provisoires au risque de nous trouver aux prises avec les plus sérieuses difficultés. C'est pourquoi le Gouvernement vous propose de les proroger l'une et l'autre jusqu'à la date du 15 septembre 1928. Tel est l'objet des articles 1 et 2 du projet.

La modification que l'alinéa 2 de l'article premier apporte au paragraphe XV de la loi du 25 octobre 1919, se justifie comme suit : Il y a controverse sur le point de savoir si, dans le silence de cette disposition, la partie civile a, lors du règlement de la procédure devant la Chambre du Conseil, les mêmes droits que l'inculpé. Les uns les lui refusent ; ils s'en tiennent au texte de la loi. Les autres pensent que, le législateur ayant voulu instituer ici un débat contradictoire, la partie civile doit y être admise également. C'est dans ce dernier sens que le présent projet résout la question, et c'est ce qu'a fait, pour la procédure devant la Chambre des mises en accusation, la loi du 19 août 1920 modifiant l'article 223 du code d'instruction criminelle.

En ce qui concerne les substituts de complément du procureur du Roi, l'article 3 ajoute à la loi de surséance une disposition nouvelle, mais qui est parfaitement conforme à son esprit. Si la loi de surséance prohibe toute nomination à une place vacante dont la suppression est prévue par le projet de réduction, il est évident qu'elle permet au contraire les nominations aux places maintenues.

Il semble à première vue que l'application de ce principe ne doive souffrir aucune difficulté, — et il en est effectivement ainsi là où la réduction porte sur des places existant en vertu de la législation en vigueur avant la guerre. Mais il en est autrement lorsque, comme c'est le cas au parquet de Bruxelles, la réduction porte sur un chiffre global comprenant les substituts effectifs et les substituts de complément institués en vertu de la loi du 30 avril 1919. Au parquet de Bruxelles, le nombre des substituts est actuellement de vingt-cinq (22 premiers substituts et substituts effectifs, plus 3 substituts de complément) ; il correspond à celui que prévoit le projet de réduction.

Cependant, sous l'empire de la loi de surséance, le parquet de Bruxelles est exposé à voir réduire le nombre de ses premiers substituts et substituts à dix-huit, chiffre organique d'avant guerre,

devenu manifestement insuffisant à raison de la complexité de la tâche à laquelle ce parquet doit faire face.

En effet, les places qui deviendraient vacantes seraient des places de substituts de *complément*. Or, seuls pourraient être nommés des substituts de complément d'autres parquets (art. 2 de la loi du 9 août 1924, budget de la Justice pour 1924) ou des substituts de l'Auditeur militaire dont la place serait supprimée (art. 2 de la loi du 10 août 1925, budget de la Justice pour 1925). Mais ces lois sont devenues sans portée pratique, attendu qu'il n'existe plus actuellement aucun candidat se trouvant dans ces conditions.

Il s'en suit qu'en cas de démission ou de décès d'un des premiers substituts ou substituts de Bruxelles, et à défaut de candidats réunissant les conditions prévues par les lois des 9 août 1924 et 10 août 1925, on verrait le nombre des collaborateurs du procureur du Roi de Bruxelles réduit à vingt-quatre, puis à vingt-trois, et ainsi de suite jusqu'à dix-huit.

Une situation analogue existe aux parquets d'Anvers et de Charleroi.

Il est donc nécessaire d'ajouter au projet prorogeant la loi de surséance une disposition permettant de nommer des substituts de complément, sans que le choix du Gouvernement soit limité par les conditions spéciales que prévoient les lois du 9 août 1924 et du 10 août 1925. L'article 3 a donc pour but de faire disparaître une anomalie qui n'est pas seulement en contradiction avec l'esprit de la loi de surséance, mais qui pourrait compromettre gravement le fonctionnement des parquets importants.

Il va de soi qu'en cas d'adoption du projet de loi voté par le Sénat et soumis à la Chambre et qui tend à supprimer certains conseils de guerre, le Gouvernement porterait avant tout son choix sur les substituts de l'auditeur militaire qui se trouveraient disponibles.

Le Ministre de la Justice,
HYMANS.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 23 JUNI 1927

Wetsontwerp tot verlenging van de tijdelijke wetten van 25 October 1919
en 20 Juli 1926 betreffende de rechterlijke inrichting.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het Wetsontwerp dat de Regeering de eer heeft U ter behandeling voor te leggen eischt den grootsten spoed. Tegen haar aanneming lijkt trouwens geen bezwaar te kunnen bestaan.

Bij den Senaat zijn er thans twee belangrijke ontwerpen betreffende de rechterlijke inrichting aanhangig. Het eerste, van 24 November 1925 (Bescheid n^r 8, van de zitting 1925-1926), betreft de vermindering van het personeel der hoven en rechtbanken. Het werd onderzocht door de Commissie van Justitie, waarvan de opmerkingen vervat zijn in het verslag van 14 December 1926, van den heer Pirard (Bescheid n^r 13 van de tegenwoordige zitting). Bij het tweede ontwerp, d. d. 29 Juli 1926 (Bescheid n^r 238 van de tegenwoordige zitting) is een reeks wijzigingen aan de wetten op de rechterlijke inrichting, op de bevoegdheid en op de rechtspleging voorzien.

Er lijkt weinig kans voor te zijn dat de Kamers die beide ontwerpen, vooral het tweede, dat zeer uitgebreid en van technischen aard is, nog tijdens de tegenwoordige zitting zouden kunnen aannemen. Men dient nu echter niet uit het oog te verliezen dat beide ontwerpen met elkander verband houden. Zij behooren tot een en dezelfde hervorming, die ten doel heeft een vermin-

dering van het personeel der rechtbanken mogelijk te maken door een betere verdeling van het werk der rechters.

Ik voeg er aan toe dat op die grondige hervorming niet alleen de beide voormelde wetsontwerpen betrekking hebben. In zekere mate is zij reeds bij wijze van proefneming verwezenlijkt bij de tijdelijke wetten, die thans van kracht zijn. Aan den eenen kant is inderdaad de wet tot schorsing van sommige benoemingen tot rechter, zoowaar een toepassing bij voorbaat van het wetsontwerp tot vermindering van het rechterlijk personeel. Aan den anderen kant voert de tijdelijke wet van 25 October 1919 op de rechterlijke inrichting, laatstelijk verlengd bij de wet van 29 Juli 1926, reeds in beginsel twee der voornaamste hervormingen in (alleensprekend rechter en terechtzitting met drie rechters in hooger beroep) dewelke bij het wetsontwerp van 29 Juli 1926 voorzien zijn.

Het is volstrekt noodig dat de aldus begonnen proefneming doorgezet wordt tot de eindbeslissing over de twee ontwerpen die U ter behandeling zijn voorgelegd.

Welnu, het is U niet onbekend dat de schorsingwet en de tijdelijke wet op de rechterlijke inrichting ophouden van kracht te zijn, de eerste den 1st Augustus 1927, de tweede den 15^{de} September 1927.

Er kan niet aan gedacht worden die voorloopige wetten te laten vervallen wil men niet voor zeer ernstige moeilijkheden komen te staan. Daarom stelt de Regeering U voor beide wetten te verlengen tot 15 September 1928. Dit is het doel van de artikelen 1 en 2 van het ontwerp.

De wijziging door het tweede lid van artikel 1 toegebracht aan paragraaf XV der wet van 25 October 1919 is te wetten als volgt: er bestaat betwisting over het punt te weten of, waar die bepaling daarvan geen gewag maakt, de burgerlijke partij, bij de regeling van de rechtspleging vóór de raadkamer, dezelfde rechten heeft als de verdachte. De eenen ontzeggen haar die rechten; zij houden zich aan den tekst van de wet. De anderen zijn van meening dat, aangezien de wetgever hier een debat met tegenspraak heeft willen instellen, de burgerlijke partij eveneens tot het debat dient toegelaten. Het is in dezen laatsten zin dat dit ontwerp het vraagstuk oplost en het is deze regeling die voor de rechtspleging vóór de kamer van inbeschuldigingstelling werd ingevoerd door de wet van 19 Augustus 1920 tot wijziging van artikel 223 van het Wetboek van strafvordering.

Wat de bijgevoegde substituut-procureurs des Konings betreft, voegt artikel 3 aan de schorsingwet een bepaling toe die, ofschoon nieuw, geheel strookt met den geest van de wet. Indien het waar is dat de schorsingwet verbiedt te benoemen tot een openstaande plaats wier afschaffing voorzien is in het ontwerp tot vermindering, dan is het zeker dat zij aan den anderen kant benoemingen toelaat tot die plaatsen welke behouden worden.

Bij het eerste zicht komt het voor alsof bij de toepassing van dit beginsel geen enkele moeilijkheid moet oprijzen, — en in werkelijkheid is dit zoo, daar waar de vermindering geldt voor plaatsen die bestaan krachtens de wetgeving van vóór den oorlog. De toestand is echter geheel anders wanneer, — zooals dit het geval is bij het parket te Brussel,

— de vermindering slaat op een globaal cijfer, waaronder zijn begrepen de plaatsen van werkelijk substituut en die van bijgevoegd substituut, opgericht krachtens de wet van 30 April 1919. Bij het parket te Brussel bedraagt het aantal substituten thans 25 (22 eerste substituten en werkelijke substituten, benevens 3 bijgevoegde substituten); het komt overeen met het aantal voorzien bij het ontwerp tot vermindering.

En toch geldt voor het parket te Brussel, zoolang de schorsingwet van kracht is, de mogelijkheid dat het getal van zijn eerste substituten en substituten zou worden teruggebracht tot 18, dat het organiek cijfer van vóór den oorlog was, maar dat thans kennelijk onvoldoende is geworden om reden van de veelzijdigheid van de taak waarmee dat parket belast is.

Immers, de plaatsen die zouden openvallen bij het parket te Brussel zouden plaatsen van *bijgevoegd* substituut zijn. Die plaatsen kunnen evenwel slechts worden bevestigd aan bijgevoegde substituten van andere parketten (art. 2 der wet van 9 Augustus 1924, begroting van het Ministerie van Justitie voor 1924) of aan substituut-krijgsauditeurs wier plaats zou afgeschaft zijn (art. 2 der wet van 10 Augustus 1925, begroting van Justitie voor 1925). Maar de bepalingen van die wetten hebben praktisch geen beteekenis meer, aangezien er thans geen enkel kandidaat meer is als hierboven wordt bedoeld.

Indien dus een van de eerste substituten of van de substituten te Brussel ontslag nam of overleed, en indien er geen kandidaten zouden zijn die zouden voldoen aan de bij de wetten van 9 Augustus 1924 en 10 Augustus 1925 voorziene voorwaarden, dan zou zich het feit voordoen dat het aantal medewerkers van den Procureur des Konings te Brussel zou worden teruggebracht tot 24, daarna tot 23 en zoo verder tot 18.

Dergelijke toestand doet zich ook voor bij het parket te Antwerpen en bij dat te Charleroi.

Het is dus noodig dat aan den tekst van het ontwerp tot verlenging van de schorsingwet een bepaling wordt toegevoegd waarbij machtiging wordt verleend om bijgevoegde substituten te benoemen, zonder dat de keus van de Regeering moet beperkt blijven door de bijzondere voorwaarden voorzien bij de wetten van 9 Augustus 1924 en van 10 Augustus 1925.

Artikel 3 heeft dus voor doel een einde te maken aan een anomalie die niet alleen in strijd is met den geest van de schorsingwet, maar die mettertijd

een ernstig beletsel zou kunnen worden voor de werking van de groote parketten.

Het spreekt van zelf dat ingeval van aanneming van het door den Senaat gestemde en aan de Kamer voorgelegde wetsontwerp, dat voor doel heeft sommige krijgsraden af te schaffen, de keus van de Regeering in de eerste plaats zou gaan tot de substituut-krijgsauditeurs die zouden beschikbaar zijn.

De Minister van Justitie,
HYMANS.

(ANNEXE AU N° 154.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION 1926-1927

Projet de Loi prorogeant les lois temporaires des 25 octobre 1919 et 20 juillet 1926 relatives à l'organisation judiciaire.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le Projet de Loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de la loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les Cours et tribunaux, complétées par l'article 2 de la loi du 30 juillet 1921 et modifiées par l'article 2 de la loi du 7 août 1924, sont prorogées jusqu'en 15 septembre 1928.

Les mots « la partie civile » sont intercalés entre les mots « le juge d'instruction » et les mots « le procureur du Roi » au paragraphe XV de la loi du 25 octobre 1919.

ART. 2.

Les dispositions de la loi du 20 juillet 1926 de surséance à certaines nomi-

(BIJLAGE BIJ N° 154.)

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1926-1927

Wetsontwerp tot verlenging van de tijdelijke wetten van 25 October 1919 en 20 Juli 1926 betreffende de rechterlijke inrichting.

Albert,

KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het Wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen van de wet van 25 October 1919 tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging voor de hoven en rechtbanken, aangevuld bij artikel 2 van de wet van 30 Juli 1921 en gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 7 Augustus 1924 worden verlengd tot 15 September 1928.

In paragraaf XV der wet van 25 October 1919 worden de woorden « de burgerlijke partij » ingevoegd tussen de woorden « den onderzoeksrechter, nadat... » en de woorden « de procureur des Konings ».

ART. 2.

De bepalingen der wet van 20 Juli 1926 betreffende de schorsing van som-

nations judiciaires et celles de la loi du 12 avril 1927, complétant la loi du 20 juillet 1926 sur la surséance à certaines nominations judiciaires porteront leurs effets jusqu'au 15 septembre 1928.

ART. 3.

Jusqu'au 15 septembre 1928, il pourra être nommé autant de substituts de complément du procureur du Roi qu'il en faudra pour atteindre les nombres prévus au tableau annexé au projet de loi relatif à la réduction du personnel des Cours et tribunaux et à l'article 27 de ce projet.

Les substituts du procureur du Roi de complément sont choisis parmi les candidats réunissant les conditions légales pour être admis aux fonctions de substitut du procureur du Roi; avant d'entrer en fonctions, ils prêtent le serment légal. Ils prendront rang dans le cadre des substituts du procureur du Roi près le tribunal auquel ils sont affectés au fur et à mesure des vacances qui se produiront et sans nouvelle prestation de serment.

Ils sont assimilés aux substituts effectifs au point de vue des attributions, de la discipline, des traitements et des pensions.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 1927.

mige benoemingen tot rechter en deze van de wet van 12 April 1927 tot aanvulling der wet van 20 Juli 1926 betreffende de schorsing van sommige benoemingen tot rechter blijven van kracht tot 15 September 1928.

ART. 3.

Tot 15 September 1928 kunnen zoo veel bijgevoegde substituut-procureurs des Konings benoemd worden als er noodig zijn om de getallen te bereiken die op de aan het wetsontwerp betreffende de vermindering van het personeel der hoven en rechtbanken gehechte tabel en bij artikel 27 van dat ontwerp zijn voorzien.

De bijgevoegde substituut-procureurs des Konings worden gekozen onder de kandidaten die aan de wettelijke voorwaarden voldoen om toegelaten te worden tot het ambt van substituut-procureur des Konings; vooraleer hun ambt te aanvaarden, leggen zij den wettelijken eed af. Zij nemen rang in het kader van de substituut-procureurs des Konings bij de rechtbank waaraan zij gehecht zijn, naarmate er ambten vacant worden en zonder nieuwe eedaflegging

Zij worden gelijkgesteld met de werkelijke substituten ten aanzien van de bevoegdheid, de tucht, de wedden en de pensioenen.

Gegeven te Brussel, den 22ⁿ Juni 1927

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

HYMANS.